

CAHIER PEDAGOGIQUE



Genova 01

De Fausto Paravidino
Mise en scène de Patrick Bebi

Au Théâtre de la Place

Du 13 au 17 mai 2008

THEATRE DE LA
PLACE

GENOVA 01

De Fausto Paravidino
Mise en scène de Patrick Bebi

Traduit par : Philippe Di Meo.

Scénographie : Patrick Bebi.

Conception vidéo : Antonio Gomez Garcia.

Assistanat à la mise en scène : Flavia Ceglie.

Avec :

Laurent Caron,

Pierre Etienne,

Françoise Fiocchi,

Frédéric Ghesquière,

Rosario Marmol Perez,

Naïma Triboulet

AU THEATRE DE LA PLACE DU 13 AU 17 MAI 08

Coproduction : *K.Cendres, le Théâtre National de la Communauté française Wallonie-Bruxelles,*

la Maison de la Culture de Tournai. Avec l'aide de Théâtre & Publics.

Sommaire

Préambule	Page 4
LE PROJET	
Genova 01	Page 6
GÊNES 2001 : TRAGÉDIE DE LA DÉMOCRATIE	
Le G8 qu'est-ce que c'est ?	Page 12
Les violences policières du G8 à Gênes	Page 14
Le fil d'une histoire	Page 16
Le Procès	Page 17
LA MONDIALISATION, LES ALTERMONDIALISTES	
Le contexte général de la mondialisation	Page 23
Les conséquences de la mondialisation	Page 26
Crédits	Page 32

Préambule

Notre monde est traversé en tous sens par le large fleuve des échanges planétaires où tout s'achète et se vend et chacun de nous participe, qu'il le veuille ou non, à cette -sombre ?- affaire appelée globalisation. Le problème pourrait se résumer en une formule lapidaire : 20 % de la population mondiale consomme 83 % des ressources planétaires – et son corollaire : près d'un milliard et demi de personnes vivent avec moins d'un euro par jour. Ce scénario injuste et alarmant nous est souvent présenté comme une fatalité. Par ailleurs, l'ampleur grandissante du mouvement altermondialiste fait espérer que la trajectoire du monde puisse être infléchie par les forces d'action et de résistance conjuguées de milliers de citoyens! Cependant, ces actions de résistance ne sont pas toujours accueillies favorablement, loin s'en faut. Un des souvenirs le plus marquant en ce qui concerne la répression brutale de ce genre de manifestation est sans nulle doute ce qui s'est passé à Gênes en 2001, lors du sommet du G8.

« Altermondialisme : l'altermondialisme est né dans les années 1980, en particulier à la faveur de la lutte pour l'annulation de la dette publique des pays du Sud. (...) Tous ceux qui luttent pour un autre monde que celui qui est aujourd'hui imposé par la mondialisation néolibérale s'entendent pour exiger un autre type de production des richesses sur la planète et un mode de répartition radicalement différent de ces richesses entre populations. (...)

L'altermondialisme est un mouvement social au sens plein du terme. Il se définit d'abord par un socle de convictions communes : le refus de la marchandisation des activités humaines, l'exigence égalitaire et démocratique, le souci de l'avenir de la planète, et, plus précisément, la volonté de faire respecter le primat de la Déclaration universelle des droits de l'homme de 1948 sur tout autre droit. »

In *Le petit Alter, Dictionnaire altermondialiste*,
Eds Mille et une nuits, 2006

LE PROJET

« Paravidino livre un témoignage implacable, non dénué de quelques touches d'humour grinçant ».

Le Soir, 26 janvier 2006

Les événements de Gênes

Gênes, juillet 2001 : le rassemblement du G8. Les dirigeants des huit plus grandes puissances économiques du globe sont réunis pour « décider de l'avenir de toute la planète » et sont accueillis cette année-là par le gouvernement italien de Silvio Berlusconi.

A Seattle, Prague, Davos, Nice..., des milliers de citoyens sont venus du monde entier manifester leur ras-le-bol contre les puissances économiques qui gouvernent la planète et la pillent au profit de quelques-uns. Pour défendre des principes de justice sociale, de solidarité et de développement équitable et durable, 1187 organisations de tous pays composent un forum social qui manifeste pacifiquement dans les quartiers proches, à l'occasion de chaque réunion du G8. Cette année-là, les manifestants de tous pays sont très nombreux à avoir fait le voyage vers Gênes...

L'histoire, on la connaît. C'est celle, douloureuse et ensanglantée, de la jeunesse du mouvement altermondialiste. Jeune mais déjà tenace et représentatif, désireux de dire, crier ou chanter tantôt leur colère, tantôt leur espoir d'un monde différent. Face à ces gens ordinaires, se dressent policiers et militaires aux ordres du gouvernement Berlusconi, venus avec armes, boucliers et matraques. Pour frapper.

Tant le déroulement que le bilan de ces quatre journées sont édifiants : un mort (Carlo Giuliani), 500 blessés, 225 arrestations injustifiées.

Analyse du propos

Dans la pièce, l'accent est mis sur la présence forte de l'appareil répressif policier (inversement proportionnelle à la réelle force de l'Etat), son attitude intimidante et provocatrice et sur l'arrogance des discours politiques des jours qui précèdent le sommet. La question qui est posée est celle de la **violence d'Etat dans notre Europe dite démocratique**. L'Italie a toujours été un laboratoire politique pour le reste de l'Europe (voire un terrain d'expérimentation de modèles et fonctionnements politiques qui s'étendent ensuite : voir la naissance du fascisme, le financement de la Démocratie Chrétienne dans l'après-guerre, les années de plomb – années 70 - et leurs mouvements de terrorisme et de déstabilisation). Cet épisode génois mérite donc d'être analysé et interrogé comme modèle possible pour l'avenir de l'Europe : ce qui est à voir c'est l'économique prenant définitivement le pas sur le politique et les moyens violents mis en place pour permettre cette prééminence.

Le texte implacable de Paravidino tend à démontrer que le **meurtre du jeune Carlo Giuliani** n'est pas le résultat d'une bavure accidentelle ou d'une mauvaise organisation mais **l'issue logique et prévisible d'une sorte de laboratoire d'expériences répressives en grandeur réelle**. Ces expériences préparent la violence répressive qui sera nécessaire, dans nos pays, lorsque sera abandonné plus ou moins brutalement le modèle de démocratie sociale qui est encore le nôtre.

La force de Paravidino est d'éviter la militance (mais il y a de toute évidence de la sympathie), le pathos, la compassion ou la tristesse au profit des faits. Le spectacle est pensé comme un prétexte au débat. Autour de ce matériau, un mouvement de réflexion est à inventer, une dynamique avec des partenaires essentiels : les jeunes citoyens et leurs professeurs ou animateurs les plus motivés, les associations, qu'elles soient ou non dans la mouvance Alter, les syndicats,...

L'Auteur : Fausto Paravidino

*«J'aime les gens, ce qu'ils font et pourquoi ils le font.
Pour moi la littérature est la réalité du jour d'avant telle que je me la rappelle le jour d'après.
Mon écriture est le filtre inévitable que je pose sur cette réalité.
Chaque rêve est un rêve, il n'existe pas en soi, il existe parce qu'il est un rêve et le rêveur est son poète.»*

Fausto Paravidino

Fausto Paravidino est né en juin 1976 à Gênes. Il passe son enfance et son adolescence à Rocca Grimalda, petit village du Bas- Piémont. Il suit les cours d'art dramatique au Teatro Stabile de Gênes et surprend l'Italie par la précocité et l'étendue de son talent. Membre de la compagnie Jurij Ferrini, il réalise plusieurs mises en scènes de pièces de Shakespeare et Printer.

Il apparaît au cinéma dans « Vuoti a Perdere » de Massimo Costa, « La via degli Angeli » de Pupi Avati et « Il Partigiano Johnny » de Guido Chiesa. Acteur sur les planches et à l'écran, metteur en scène, il est aussi et avant tout auteur de pièces où il cherche chaque fois à expérimenter une nouvelle forme dramatique.

En 1996 il écrit sa première pièce, « Trinciapollo » («Ciseaux à volailles»), qu'il met en scène trois ans plus tard. Suivront « Gabriele », en 1999, « Due fratelli » («Deux frères»), récompensé par deux Prix. Le texte, fort, est accueilli, en effet, avec enthousiasme par le jury qui le perçoit comme une bouffée d'air frais, malgré son côté troublant dû au fait qu'il nous concerne tous. Paravidino a également écrit et mis en scène « Tutta colpa di Cupido » («C'est la faute à Cupidon») en 1999, co-écrit par Lello Arena et Giampiero Rappa, « La malattia della famiglia M.» («La maladie de la famille M.») en 2000, Prix Candoni Arta Terme – catégorie œuvre commandée, et « Natura morta in un fosso », en 2002. La même année, sur une commande du Royal Court Théâtre de Londres où il fut auteur en résidence, il écrit « Genova 01 », qui expose les tragiques incidents de Gênes survenus lors du sommet du G8 en août 2001, et « Peanuts-noccioline »

(« Cacahuètes »). Ces deux dernières œuvres sont inspirées de faits réels. Autant « Genova 01 » en est une version documentaire, autant « Peanuts » est sa version fictionnalisée.

L'auteur écrit aussi pour le cinéma et la télévision. Il réalise son premier long métrage, « Texas », en 2005, et signe pour la RAI quelques épisodes de « Teatrogiorale », une comédie quotidienne se situant entre chronique et fiction.

« Nature morte dans un fossé » a été créé en 2002 à Milan, cette pièce est éditée en français aux Editions L'Arche.

Le texte

Le texte n'est pas dramatique (dans son acception théâtrale : pas de dialogues, d'action scénique). Il s'agit de raconter, presque de façon journalistique, les événements qui se déroulèrent autour, parmi et contre les manifestations des opposants du G8 en 2001 à Gênes. Raconter avec précision et accumulation quantitative de faits. Ce serait comme les « minutes » de ce qui se passe au dehors de la zone de réunion du G8. Dans sa radicalité et son esthétique, ceci fait penser au théâtre documentaire d'E. Piscator et P. Weiss.

C'est la première fois que le mouvement altermondialiste, assez jeune, est l'objet d'un regard et d'un traitement théâtralisé. Le texte est ouvert : il n'y a pas de personnage mais une évocation de 300 000 individus, l'histoire est encore en train de s'accomplir et le texte est susceptible d'être remanié en fonction de l'actualité. L'auteur précise que « l'action se passe dans un théâtre ».

La construction du texte épouse les 'moments' du 'documentaire' : deux prologues puis 4 actes qui couvrent chacun des jours chauds de Gênes du jeudi 19 juillet au Dimanche 22 juillet.

*« Quatre actes comme les quatre journées du Sommet de Gênes
pour une lecture à la fois politique et intime ».*

Le vif, 26 janvier 2007

La mise en scène

Le récit est vif, les mots simples et forts, absolument adéquats pour 'traduire en sensations' l'avancée implacable d'un processus froid dont tous les ingrédients et acteurs ont été méthodiquement rassemblés. Cette puissance des mots, une 'machine de guerre' qui avance de plus en plus vite, souffrirait mal une « mise en scène » dans le sens d'une inscription sur le plateau de l'action réelle racontée, que ce soit réalistement ou symboliquement.

La base de travail est donc de faire reposer la force du spectacle sur **les mots**.

Les six acteurs sont assis à trois tables. Les quatre interprètes centraux portent le corps du texte, le descriptif, la somme des événements relatés. Les deux acteurs latéraux portent les paroles directes des divers intervenants auxquels l'auteur donne la parole sans pour autant les incarner. La **mise en avant du texte** (et non des acteurs) est **radicalisée**, jusqu'à obtenir une épure. Se superposent la rythmique de l'écriture et de la profération, souvent en corrélation avec le rythme des événements décrits, et la vision symphonique de l'œuvre, propre à la compagnie.

Des **images de faits réels** captées pendant les événements de Gênes sont projetées. Il s'agit d'ajouter aux faits intellectuellement inacceptables les images, traces du réel, physiquement insoutenables. On entend ce son, laid et sourd qui accompagne souvent ces images réelles, à des lieues des sons trafiqués de la violence filmique. Ces images annonceront probablement les 4 journées, comme autant de chapitres. Elles sont là pour nous éviter la tentation d'édulcorer et normaliser le réel par un travail d'imaginaire.

*« Bien plus loin que le reportage, la scène fait le plein de révolte et d'empathie.
C'est toute la force d'une ferveur oratoire et citoyenne, au plus près et au plus vif de l'humain ».*

Le Courrier de l'Escaut

Le chant

Une ligne du temps s'inscrit au fil du spectacle sous la forme d'un choix de chansons. En ouverture de spectacle, « Berceuses » de Brecht/Eisler écrite en 1932 (les paroles d'une mère au fils qu'elle engendre, annonçant et déplorant tout à la fois les luttes qu'il devra mener pour sortir de sa condition d'exploité) à laquelle fera écho les paroles de la mère de Carlo Giuliani à son fils (qui ponctuent le spectacle un peu plus loin en vidéo). Ce même fil historique passera plus loin par le récit d'une mort d'homme pendant une manifestation (un texte de Giovanna Marini daté de 1974) et aboutira, en fin de représentation, au texte écrit en 2003 par le sous-commandant Marcos, de l'Armée Zapatiste de libération Nationale, au Mexique.

La scénographie, les acteurs, les costumes

Le dispositif scénique est simple, il permet le rapport direct entre acteurs et spectateurs ainsi que la projection d'images. L'espace est brut à l'image de la manière dont les faits sont exposés dans leur brutalité.

Les mots d'ordre sont : ligne épurée et soignée, nudité, simplicité.

La seule didascalie de l'auteur sur les personnages est : « Les personnages sont des femmes et des hommes de divers âges, cultures, couleurs ». Dans le travail de la Compagnie K.Cendres, les personnages seront des hommes et femmes de culture occidentale, entre 25 et 35 ans. Les acteurs ne sont pas eux-mêmes mais renvoient à ce qu'ils sont : de relativement jeunes citoyens d'Europe du Nord, sans italianisation ni recherche d'une esthétique soi-disant « altermondialiste ».

Le Metteur en Scène : Patrick Bebi

Diplômé de l'Ecole d'Art dramatique du **Conservatoire de Liège**, Patrick Bebi est comédien et metteur en scène.

Il a participé à de nombreux spectacles en tant que comédien dont les plus actuels sont : « Cecafumo » écrit et mis en scène par Ascanio Celestini, présenté en ouverture du Festival de Liège 2005 et « Exercices de Démocratie », lecture-spectacle mise en espace par Françoise Bloch, présentée au Théâtre National en septembre 2006.

Parallèlement à ces projets, il se consacre principalement à la mise en scène et à la pédagogie. En effet, il est chargé de cours en art dramatique depuis 1998 au Conservatoire de Liège. Il y a notamment travaillé certains Passages Obligés de l'école comme le Jeu Epique (« La Mère » de Bertolt Brecht) et les Etudes Stanislavskiennes (autour de la création du personnage). Il anime également divers ateliers, à titre d'exemples : créations avec des détenus de l'établissement pénitentiaire de Lantin, atelier pour adultes et adolescents dans le cadre des Ateliers d'Art Contemporain, ateliers pour la Compagnie le Grandgousier...

Sa pratique de metteur en scène est riche et variée. Depuis une vingtaine d'années, il a multiplié les expériences, dans les secteurs professionnel et amateur. Il fût assistant à la mise en scène pour Lorent Wanson pour « Faut pas payer » de Dario Fo, ainsi que pour « L'île aux esclaves » de Marivaux mis en scène par Jean-Claude Berutti dans le cadre du Studio des Jeunes Acteurs au Théâtre National.

Il a mis en scène « Grand'Peur et Misère du IIIème Reich » de Bertolt Brecht, « Comment les trous viennent au fromage – Cabaret » d'après Brecht/Tucholski, « Les Olives noires – Première pression à froid », création – spectacle chanté, « L'Opéra de Quat'sous » de Bertolt Brecht et tout dernièrement « Genova 01 » de Fausto Paravidino,...

Depuis quelques années, il met en place ses projets dans le cadre de sa Compagnie : K.Cendres.

La compagnie K. CENDRES

Née il y a 4 ans du désir de comprendre les rouages de notre monde, la Cie K.CENDRES explore sans attitude propagandiste un véritable « trésor de guerre » de la pensée altermondialiste et/ou contestataire. Il s'agit soit d'œuvres et d'auteurs parfois méconnus du 20ème siècle qui, dans la foulée de Brecht, ont orienté leurs recherches vers un théâtre politique, soit de textes non théâtraux qui composent une matière neuve, appelant de nouvelles formes et susceptibles de réveiller nos yeux souvent saturés et de susciter une vision critique et curieuse sur notre époque. Les manifestations actuelles témoignent d'un véritable désir de la société civile de se positionner par rapport au politique : les artistes, plus que jamais, s'engagent dans cette démarche citoyenne.

*« Patrick Bebi et son collectif, prouve à merveille que le théâtre,
plus que tout autre moyen de transmission,
reste le lieu du débat sur le réel. »*

Le vif, 02 février 2007

GÊNES 2001 :
TRAGÉDIE DE LA DÉMOCRATIE

Le groupe des huit

Le groupe des huit (G8) est une coalition de huit pays parmi les plus puissants du monde d'un point de vue économique : les Etats-Unis, le Japon, l'Allemagne, le Royaume-Uni, la France, l'Italie, le Canada et la Russie. Ensemble, les pays du G8 représentent 66,5% de l'économie mondiale.

(...)

Les dirigeants des pays du G8 se réunissent chaque année lors d'un sommet réunissant les chefs d'Etats ou de gouvernements, ainsi que les présidents de la Commission et du Conseil européens (ainsi que, pour certaines activités, des représentants d'autres pays ou d'autres unions internationales, invitées à participer).

Durant toute l'année, le G8 dispose d'un agenda chargé dans le pays hôte, où se rencontrent les ministres et chargés de missions dans chaque domaine (économie et finances, défense et sécurité internationale, éducation, développement, etc.), afin de préparer l'agenda du sommet annuel, puis mettre en œuvre les initiatives prises lors du sommet.

Ces rencontres sont contestées par des mouvements altermondialistes qui remettent en cause la légitimité du G8 et l'accusent de vouloir « diriger le monde », au mépris des autres pays, pour imposer une politique libérale.

Membres du G8 :

- La Chancelière Angela Merkel pour l'Allemagne.
- Le Premier Ministre Stephen Harper pour le Canada.
- Le Président Georges W. Bush pour les Etats-Unis.
- Le Président Nicolas Sarkozy pour la France.
- Le Président du Conseil Romano Prodi pour l'Italie.
- Le Premier Ministre Yasuo Fukuda pour le Japon.
- Le Premier Ministre Gordon Brown pour le Royaume-Uni.
- Le Président Dimitri Medvedev pour la Russie (à partir du 7 mai 2008).
- Présidence tournante pour l'Union Européenne.

Historique des Etats membres

G6 en 1975, G7 en 1976 quand le Canada rejoint le groupe et G8 en 1998 lorsque la Russie y figure. L'Union Européenne y participe en tant que telle.

Historique et contexte

Le G6 a été créé en novembre 1975 sur l'initiative du Président français Valéry Giscard d'Estaing lors d'un sommet entre les six chefs d'Etats fondateurs au château de Rambouillet afin de traiter les questions économiques et financières de façon informelle. Autrement dit, le G8 n'a pas de structure particulière, il ne répond pas à un protocole ou à une organisation : il s'agit d'une réunion de dirigeants, dans une « *ambiance décontractée* », « *pour discuter des affaires du monde* ».¹

Structure et activités

Le G8 n'est pas une administration transnationale, à la différence d'institutions comme les organisations du système des Nations Unies telles que l'ONU ou la Banque Mondiale. La présidence du groupe tourne parmi les Etats membres chaque année. Le pays tenant la présidence accueille une série de réunions au niveau ministériel amenant à un sommet de deux ou trois jours au milieu de l'année avec les chefs d'Etats et de gouvernements. Il est aussi responsable de la sécurité des participants.

Les réunions ministérielles rassemblent des ministres compétents dans des domaines tels que la santé, l'éducation, l'énergie, l'environnement, la justice et la sécurité. (...)

Encyclopédie Wikipédia
<http://fr.wikipedia.org>

¹ Citation extraite du site officiel du G8 d'Evian en 2003

En 2001, à Gênes, 300 000 personnes se rassemblèrent afin de manifester contre la politique menée par les pays du G8. L'Etat garant de l'ordre était lui aussi représenté par plus de 15 000 soldats et policiers. Les émeutes qui avaient eu lieu peu de temps auparavant lors du sommet européen à Göteborg en Suède ne devaient pas se reproduire à Gênes. Ce fut bien pire. Le sommet du G8 s'acheva dans la rue, dans un bain de sang et de violence. Ce sommet a été marqué par une répression policière et militaire particulièrement féroce (utilisation de blindés contre les manifestants, rafles...), qui a abouti à presque 600 blessés, à la mort d'un manifestant, Carlo Giuliani, qui fut tué d'une balle par un policier, à l'arrestation de 400 manifestants, et à des sévices (nombreux témoignages d'actes de torture, passages à tabac, menaces de viol...).

Amnesty International, l'organisation de soutien aux prisonniers, déclara après avoir questionné des témoins venant de 15 pays que **«les droits de l'homme avaient été bafoués à Gênes à un point jamais atteint dans l'histoire récente de l'Europe»**. Les enquêtes des magistrats viennent à l'appui de cette constatation.

La violence policière lors des contre-sommets ne constituait pas en effet, au moment de Gênes, une hypothèse invraisemblable, après les arrestations de Prague et les événements de Göteborg où on avait tiré sur les manifestants.

A Gênes, cette violence à l'égard des manifestants a été précédée et accompagnée de provocations policières, d'atteintes aux droits fondamentaux de circulation, de réunion, d'expression et de manifestation ; ces méthodes fascistes des autorités italiennes s'inscrivent dans une logique de criminalisation des mouvements sociaux et de répression contre les luttes sociales, qui s'est accrue depuis Seattle.

Gênes 2001 : Une étape de la répression contre les luttes sociales internationales
par Thierry Brugvin, membre du Conseil scientifique de attac-France Lundi 12 mars 2007

Le rôle des Black Blocs

Les « blocs noirs » se caractérisent par le fait qu'il s'agit de mouvements éphémères et spontanés qui manifestent hors des formations connues. Sans structure ni appartenance formelle, ils sont principalement composés d'anarchistes libertaires et antifascistes. Leurs intrusions au cœur des manifestations revêtent, en général, un caractère violent. Ils détruisent principalement tous les symboles du pouvoir et de l'argent : banques, magasins, sociétés multinationales... et n'hésitent pas - habillés et masqués de noir - à affronter les forces de l'ordre. Or, à Gênes, ils semblaient faire partie des plans d'action de la police. Pire, certains d'entre eux semblaient appartenir à la police.

Les forces de l'ordre et les blocs noirs

La présence des petits groupes violents lors des dernières manifestations (Göteborg, Gênes) pose un grave problème à la masse des manifestants qui adhèrent au mouvement de manière pacifique. Ces groupes appelés « blocs noirs » multiplient bris de vitrines, destructions et incendies d'agences bancaires et de firmes multinationales, de voitures privées... Ils utilisent des méthodes contraires à l'intérêt du mouvement. Agissant à proximité des manifestations ou s'infiltrant dans des parties de celles-ci pour y provoquer les forces de l'ordre et les affronter, ils mettent en danger la masse des manifestants et donnent l'occasion aux forces de l'ordre d'attaquer les groupes pacifistes.

(A Gênes) On l'a vu à plusieurs reprises, les forces de l'ordre abandonnaient la poursuite contre les blocs noirs quand ils avaient l'opportunité de charger les manifestants pacifistes. Généralement, les membres des blocs noirs, vu leur mobilité et leur petit nombre (et dans certains cas, la complicité des forces de l'ordre), échappaient aux charges policières.

Au cours des manifestations de Gênes, les forces de l'ordre ont systématiquement participé ou coordonné des actions de certains de ces groupes noirs. Il existe des preuves photographiques et vidéos reproduites dans des médias italiens, y compris des médias conservateurs comme la Stampa et le Corriere della Serra, montrant des policiers se déguisant en noir et/ou discutant calmement avec des membres du bloc noir. C'est toute la question de l'infiltration.

Le mouvement qui lutte pour un autre monde va devoir trouver une réponse originale à ce problème auquel il commence seulement à être confronté. Il va falloir assurer le droit des citoyens de manifester librement y compris le droit de ceux et celles qui revendiquent le droit à la désobéissance civile. Pour cela, il va falloir se protéger tant des forces répressives des Etats que des "groupes noirs" qui participent de la stratégie de la tension. Cela ne sera pas facile.

Eric Toussaint – Septembre 2001 – perspectives après le Sommet de Gênes
Sources : CADTM (Comité pour l'Annulation de la Dette du Tiers-Monde)
<http://www.cadtm.org>

Ce qui vient de se passer maintenant sera vite oublié. Il ne reste dans l'air qu'un souvenir vide et atroce. Qui fut protégé ? Les paresseux, les misérables, les usuriers. Ce qui était jeune devait tomber ... mais les indignes siègent indemnes dans la torpeur de leur salon.

Ernst Bloch

Le sommet du G8 à Gênes a été l'occasion d'une expérimentation géante de contrôle et de militarisation sans précédent en Italie : rues bloquées et blindées de grilles de cinq mètres de hauteur, circulation routière entièrement redessinée, plaques d'égouts précautionneusement soudées... et autres dispositions bien plus comiques (slips et chaussettes interdites de balcon !). Plusieurs habitants exaspérés ont quitté une ville qui a pris l'air lugubre d'un énorme camp de concentration. 20 000 hommes de tous les corps armés de l'Etat ont conflué dans le chef-lieu de la Ligurie pour le quadriller. Des barrages ont été installés, des sacs destinés à renfermer d'éventuels cadavres ont été commandés, des tireurs d'élite ont été placés sur les toits et des hommes-grenouilles dans la mer. Un véritable centre de torture pour prisonniers a été monté à Bolzaneto, dont la gestion a été confiée aux hommes si délicats de l'équipe spéciale anti-émeute carcérale (le GOM). En même temps, la tâche de garantir l'ordre public a été principalement confiée au corps des carabinieri, qui a créé pour l'occasion le CCIR (Contingent de Carabinieri pour l'Intervention Décisive), constitué de militaires dirigés par les officiers du groupe d'élite Tuscania, déjà mobilisés précédemment en Somalie, Bosnie et Albanie.

L'Etat ne se préparait pas à contrôler une contestation mais à affronter une guerre. Il ne s'agissait pas de contenir des manifestants mais bien de balayer des ennemis. A Gênes, l'Etat a expérimenté pour la première fois de manière aussi systématique, explicite et diffuse, contre sa propre population, la logique militaire qui est à la base de ses opérations internationales. Histoire de rappeler que dans un monde unifié par la religion de l'argent, la ligne de fracture entre ennemis extérieurs et intérieurs est en train de s'effacer. Histoire de rappeler que la domination doit tester à petite échelle des scénarios qui pourraient se généraliser dans le futur. Après tout, si la guerre est considérée comme une opération de police, une opération de police peut bien être considérée comme une guerre.

La suite démontrera ce qui est une constante de l'expansion technologique et militaire : tous les dispositifs déployés n'attendent que d'être employés.

Le champ de bataille prévu était celui qui s'étendait autour de la **“zone rouge”**¹. C'est là, sous les grillages et les enceintes érigées pour protéger le Sommet que l'on attendait les assauts des manifestants. (...) Tout paraissait prêt. Une multitude de citoyens respectueux qui hurle ses propres revendications, les forces de l'ordre payées pour les repousser, l'escarmouche négociée autour d'une table pour évoquer et exorciser le spectre de l'affrontement, les journalistes accourus du monde entier et les applaudissements à la fin, de sorte que tout se passe tranquillement, Sommet et Contre Sommet. Mais rien de tout cela ne s'est vérifié.

APA Agence de Presse Associative

<http://apa.online.free.fr>

¹ Zone délimitée autour du Sommet, gardée par la police et l'armée, et interdite d'accès sans une autorisation formelle.

Au terme de trois jours d'émeutes et de répressions, le bilan est de 1 mort, 600 blessés du côté des manifestants, près de 200 voitures brûlées, des dizaines de banques, stations essences, agences immobilières et autres symboles du capitalisme explosés.

Les évènements principaux :

- Le jeudi 19, la manifestation pacifique pour les droits des migrants.
- Le vendredi 20, les manifestations dispersées partout en ville en vue de perturber le Sommet donnent lieu à de très violentes émeutes.
- Le samedi 21, la grande manifestation unitaire rassemblant 300.000 personnes, finit en bataille rangée entre la police et les plus radicaux des manifestants.
- Le dimanche 22, violent assaut des forces de l'ordre sur l'école Diaz qui abritait le centre de convergence des medias alternatifs, afin de détruire les preuves de la barbarie de la police. 307 manifestants qui dormaient à l'école Diaz sont arrêtés puis séquestrés pendant trois jours par des policiers et carabiniers à la caserne de Bolzaneto et y subissent de nombreux sévices, violences et humiliations.

Encyclopédie Wikipédia
<http://fr.wikipedia.org>

L'ultraviolence policière en procès

Italie. Lors du G8 à Gênes en 2001, 307 personnes arrêtées ont subi de graves sévices.

Charges furieuses de la police, matraquage de militants pacifistes, assaut nocturne à l'école Diaz qui abritait des jeunes altermondialistes : les images du G8 de Gênes marqué par la mort de Carlo Giuliani, le 20 juillet 2001, avaient relégué au second plan les sévices subis, à l'abri des regards, par 307 personnes interpellées au cours du Sommet international et conduites à l'extérieur de la ville, dans la caserne de Bolzaneto. Sept ans après les faits, le procès intenté à quarante-six policiers, carabinieri, agents pénitentiaires et médecins a enfin permis de reconstruire de manière détaillée les trois jours de brutalités à l'intérieur de cette structure qui devait être le lieu de triage des manifestants arrêtés. «L'enfer», «Le lager [camp de concentration, ndlr] de Bolzaneto», titre la presse transalpine qui publie depuis quelques jours de larges extraits des témoignages des victimes au procès et le réquisitoire très dur des procureurs de Gênes.

Ceux-ci ont requis des peines pour un total de soixante-seize ans et quatre mois à l'encontre de 44 inculpés. Ils sont pêle-mêle accusés d'abus de pouvoir, de violences privées, d'injures ou encore de coups. **Le délit de «torture» n'a pas été retenu. Celui-ci n'existe toujours pas dans le code pénal italien.** «*Nous étions tout proches de la torture*», ont tout de même fait savoir les procureurs. «*Bolzaneto a été un lieu où pendant trois jours interminables les droits humains ont été suspendus*», a précisé l'un d'entre eux, Vittorio Ranieri Miniati qui a dénoncé les «*humiliations et l'anéantissement des personnes recluses*». L'acte d'accusation parle de «*comportements inhumains, dégradants et cruels*» et encore de «*la violation systématique des droits de l'homme et des libertés fondamentales*».

A leur arrivée à la caserne de Bolzaneto, les manifestants étaient inmanquablement insultés, bousculés, menacés et obligés, pour certains, de rester des heures durant les jambes écartées les bras tendus contre le mur. Une fois conduits dans leurs cellules, ils ont subi une pluie de coups de matraques, des crachats, des gifles, des coups sur la nuque et des jets de gaz lacrymogène. «*Bienvenue à Auschwitz*», lançaient les policiers entre deux «*Viva il Duce*» ou le petit refrain «*1-2-3 vive Pinochet, 4-5-6 à mort les Juifs*». Traités de «*communistes de merde*», de «*pédés*» de «*putains*», menacés de sodomie ou de viol («*grâce à Dieu, il n'y a pas eu de violence sexuelle*», notent les procureurs), frappés à coups de saucisson ou de matraque dans les testicules pour les uns, à coups de poing dans le visage pour les autres, ils ont tous été humiliés.

Les filles devaient tourner nues sur elles-mêmes sous les rires des policiers. Une jeune femme s'est vue retirer son piercing vaginal, malgré ses règles, devant cinq personnes. Un deuxième a eu les côtes fracturées, un troisième des brûlures de cigarette sur le pied. Handicapé, Massimiliano A. supplie d'être accompagné aux toilettes, en vain. «*Si tu ne signes pas ta mise en état d'arrêt, tu ne reverras plus tes enfants*», lancent les policiers à l'adresse d'une manifestante française.

Étudiants pour l'essentiel, employés, ouvriers ou chômeurs mais aussi avocats ou journalistes, leurs récits ont notamment été confirmés par Marco Poggi, un infirmier : «*J'ai vu des détenus giflés, frappés à coups de poing ou de tête contre le mur. Pour certains, c'était un vrai lynchage. J'ai assisté à des choses que je croyais inimaginables. Pendant des jours, je me suis tu, puis j'ai fait la chose la plus juste...*»

«**Nous ne croyons pas à des explosions de violence à l'improviste**, soulignent les procureurs, **le procès a prouvé que les chefs de cette caserne ont permis et consenti à cette grave atteinte aux droits des personnes.**» Malgré cela, aucune enquête interne n'a été ordonnée par la police.

Le procès de Bolzaneto a laissé quasiment indifférente toute la classe politique italienne, actuellement en campagne électorale pour le scrutin législatif des 13 et 14 avril, que ce soit la droite de Silvio Berlusconi qui était aux affaires au moment du G8, comme le centre gauche de Walter Veltroni. «*Comme si, écrit le quotidien La Repubblica, la promesse d'une Italie nouvelle pouvait exonérer de se demander pourquoi l'enfer de Bolzaneto a eu lieu.*»¹

L'ancien président de la Cour constitutionnelle Valerio Onida a pourtant rappelé qu'un «*Etat qui vexé et maltraite les personnes privées de liberté n'est pas un Etat démocratique. Une police qui utilise la force pour commettre des délits au lieu de les empêcher ne peut être considérée une force de l'ordre*». Le verdict du procès en première instance devrait être prononcé avant l'été. Mais quel qu'il soit, aucun des inculpés n'ira en prison. Dans un an, tous les délits commis à Bolzaneto seront considérés comme prescrits.

ÉRIC JOZSEF LIBERATION QUOTIDIEN : lundi 24 mars 2008

<http://www.liberation.fr/actualite/monde/317301.FR.php>

© Libération

Les avancements accordés aux protagonistes des tabassages.

Pendant ces années, « le Comité Vérité et Justice pour Gênes » a recueilli une liste, sûrement incomplète, des avancements accordés aux principaux protagonistes, accusés pour les faits survenus à l'école Diaz, lors du Sommet du G8 de Gênes.

Gianni Di Gennaro, chef de la police depuis 2000, accusé au procès de l'école Diaz pour incitation à faux témoignages, devient en 2007 chef de cabinet du ministre de l'intérieur Giuliano Amato (gouvernement centre-gauche).

Début 2008, il est nommé commissaire extraordinaire pour l'affaire des décharges publiques de déchets, en Campanie (région de Naples).

Affaire qui a fortement affaibli le gouvernement juste avant sa chute.

Francesco Gratteri, chef de la préfecture de Bari, accusé au procès de l'école Diaz, est devenu chef du département national de l'anticriminelle (la PJ).

¹Le plus affligeant, c'est que non seulement l'Italie s'est exonérée d'un questionnement essentiel mais qu'apparemment « le rêve d'une Italie nouvelle » n'a même pas existé – en tous cas, pas suffisamment – pour espérer une « autre démocratie ». En effet, Silvio Berlusconi réélu avec succès pourra continuer à bafouer la démocratie.

Vice-directeur au Service Central Opérationnel de la police d'Etat à l'époque du G8, **Gilberto Caldarozzi**, accusé au procès de l'école Diaz, a succédé « pour mérite extraordinaire » à Francesco Gratteri, qui était directeur du SCO pendant le G8

Giovanni Luperi, sous-chef de l'Ucigos en 2001 (Office Central pour les Investigations Générales et les Opérations Spéciales, créé pendant les années de plomb), il est, depuis 2007, chef du département analyse de l'ex SISDE (Service pour l'Information et la Sûreté Démocratique, la Sûreté de l'Etat Intérieure).

Pour « l'anecdote », il est pratiquement certain que c'est lui qui a transporté les deux cocktails Molotov jusqu'à l'école Diaz.

Spartaco Mortola, accusé, lui aussi, pour les faits survenus à l'école Diaz, était à ce moment chef de la DIGOS de Gênes (Division pour les Investigations Générales et les Opérations Spéciales, section régionale de l'UCIGOS). Il est devenu vice préfet de Turin.

Filippo Ferri, accusé pour les mêmes faits, était chef de l'équipe mobile de la ville de La Spezia, il assure maintenant la même charge mais à Florence.

Vincenzo Canterini, alors chef du septième département mobile de Rome et accusé comme les précédents, est devenu vice préfet et est employé en Roumanie dans une structure d'investigation internationale.

Fabio Ciccimarra, commissaire en chef à Naples, non seulement accusé pour l'école Diaz mais aussi au procès de Naples pour les abus commis dans la caserne Raniero (pendant les manifestations de mars 2001), est maintenant chef de l'équipe mobile de Cosenza.

Alessandro Perugini, accusé pour sévices à la caserne Bolzanetto (coups de pied dans la figure d'un mineur déjà arrêté et frappé) est passé du grade de sous-chef de la DIGOS, au grade de vice préfet.

Oronzo Doria, accusé pour sa participation aux violences commises à la caserne Bolzanetto, alors qu'il était colonel de la police pénitentiaire est devenu général de celle-ci.

Cette liste parle d'elle-même.

Valerio Onida, président émérite de la Cour Constitutionnelle, a écrit il y a quelques jours que : « *Un Etat qui vexé et maltraite des personnes privées de liberté n'est pas un Etat démocratique* ». Et, commentant la prescription certaine pour les accusés éventuellement condamnés au procès Bolzanetto, il a ajouté cette observation : « *Un gouvernement digne de ce nom ne peut maintenir tranquillement dans les rangs des forces de l'ordre, ceux qui auraient commis ces faits, sans perdre encore une fois sa crédibilité. Un vent d'indignation passager ne suffit pas, il faut une cohérence des comportements pour le futur* ».

Depuis sa naissance (juillet 2002), notre comité¹ demande aux institutions une cohérence des comportements (...). En juillet 2001, les forces de l'ordre ont renié les valeurs constitutionnelles, en ridiculisant les valeurs de nos institutions. Il n'y a qu'une manière, comme nous l'enseigne entre autres Valerio Onida, pour récupérer cette dignité perdue : commencer une rigoureuse opération de nettoyage et de transparence. Au lieu de cela, nos institutions ont agi en sens inverse. Le Parlement n'a pas constitué de commission d'enquête, les directions des diverses polices n'ont pas assuré leurs devoirs de réserve mais ont au contraire entravé l'action de la magistrature, ainsi que l'ont dénoncé plusieurs fois les enquêteurs.

Dans le procès de l'école Diaz – une des pages les plus noires de l'histoire récente de la police italienne – ont été accusés de très hauts dirigeants qui, lorsqu'ils sont arrivés au jugement, avaient obtenus des grades plus élevés et des rôles encore plus délicats que ceux qu'ils occupaient à l'époque des faits. De surcroît, presque tous les accusés (27 sur 29) ont fait valoir leur droit de ne pas répondre aux questions du Procureur. Ils en ont le droit en tant qu'accusés mais cela révèle une moralité douteuse pour de hauts dirigeants des forces de l'ordre.

En effet, si comme tout un chacun, ces accusés sont considérés comme innocents, jusqu'au troisième degré du jugement, il existe des raisons éthiques, professionnelles, de culture constitutionnelle qui devraient imposer, dans certaines circonstances, à de très hauts dirigeants de l'Etat, une conduite plus transparente. Et ce serait le devoir des représentants des citoyens, d'établir une priorité des valeurs éthiques et constitutionnelles de l'Etat de droit face au carriérisme de certains fonctionnaires.

Nous¹ croyons erroné, injuste et dangereux que les plus hauts dirigeants n'aient pas été démis et qu'au contraire tant de promotions aient été accordées aux fonctionnaires impliqués. Ces promotions, ajoutées à l'impunité garantie par la prescription, ont envoyé aux citoyens et aux travailleurs des forces de l'ordre un message très négatif. On a fait comprendre que face à des faits ineffaçables et intolérables comme les abus et les violences de Diaz, de Bolzanetto, de Forte San Giuliano, de place Alimonda, de via Tolemaide, de corso Italia, de place Manin et des autres, l'Etat répond par une négation des faits. Tous les accusés absous, aucune punition disciplinaire pour les auteurs des abus mais des promotions pour les fonctionnaires et les dirigeants.

De cette manière, la crédibilité des institutions est réduite à néant.

¹ Comité Vérité et Justice pour Gênes.

LA MONDIALISATION, LES ALTERMONDIALISTES

Définition de la mondialisation

La mondialisation ? Mais qu'est-ce donc ? Chaque jour, les journaux, la radio, la télévision font résonner ce mot. Il est mis à toutes les sauces à tant de sauces qu'on ne connaît plus sa saveur originelle. Partout autour de nous, nous entendons parler de ses bienfaits et de ses conséquences, des questions qu'elle soulève et des débats houleux qu'elle engendre. Mais au fond, c'est quoi la mondialisation ? Quels domaines touche-t-elle ? Et quand est-elle réellement apparue ? Nous allons, dans ce chapitre, chercher à mieux comprendre ce phénomène et ses racines.

Si l'on s'en tient à la définition du Petit Robert, la mondialisation est le fait de devenir mondial, de se répandre dans le monde entier. C'est ce qu'illustre ce dicton devenu célèbre : « **Le monde est un village** ». Aujourd'hui notre terre nous paraît toute petite : il n'y plus de terra incognita, chaque île, chaque rivière, presque chaque village est mentionné sur les cartes géographiques. Sur le petit écran, nous pouvons suivre le mode de vie des habitants d'un petit village australien, nous pouvons vivre « en live » toutes les guerres de la planète. En près de deux heures de vol, on atteint l'autre bout de l'Europe. Il est possible qu'une adolescente de Tokyo écoute la même musique qu'un jeune de Bruxelles. Des jeunes Belges habitent aux Etats-Unis alors que de jeunes Turcs habitent en Belgique. Au même moment, un Italien et un Suédois mordent dans une banane qui, hier, était encore au Nicaragua. Les fameuses frites traditionnelles belges sont coupées dans des pommes de terre qui, il y a 500 ans, ne poussaient même pas en Europe. Un Sénégalais, comme un russe, peut rouler dans une voiture de marque française qui ne sera probablement plus jamais fabriquée en Belgique. Et la liste peut encore être longue. En résumé, on peut dire que la mondialisation va amener **les mêmes phénomènes tout autour de la planète**. Chinois, Chiliens, Belges seront les habitants d'un même village, avec les mêmes informations, la même culture, les mêmes produits...

Cette mondialisation s'est renforcée dans de nombreux domaines depuis quelques dizaines d'années. Ainsi, il y a la **mondialisation culturelle** à travers les livres, les films, la musique... Les vieilles traditions locales se rencontrent et se mélangent en fonction des tendances mondiales. En musique, par exemple, on peut entendre des chansons qui s'inspirent à la fois du raï algérien, de reggae jamaïcain et de rock européen. Il y a la **mondialisation des personnes** : les flux migratoires, l'expansion du tourisme intercontinental, les personnes qui décident d'aller travailler à l'étranger, d'autres qui fuient leur pays pour toujours... il y a la **mondialisation de l'argent** : l'argent voyage virtuellement d'un bout à l'autre de la planète, des millions d'euros peuvent, par un simple clic sur la souris d'un ordinateur, être transférés d'Argentine en Malaisie. N'oublions pas aussi la **mondialisation politique** : il existe de plus en plus d'institutions et d'associations internationales qui travaillent et sont connues dans le monde entier, comme le Fonds Monétaire International, les Nations Unies, mais aussi des organisations comme Greenpeace, Amnesty, Oxfam... Enfin, il y a la **mondialisation économique** : pour preuve, des échanges internationaux de biens et de services de plus en plus intenses.

La mondialisation politico-économique : aperçu historique

Si on regarde vers le passé, il est évident que la mondialisation est un phénomène qui s'est construit au fil des siècles, à travers **les voyages, les échanges commerciaux, la colonisation, les découvertes technologiques, la diffusion des avancées scientifiques et de la connaissance**. A toutes époques, ont existé des civilisations qui ont eu l'occasion d'étendre leur pouvoir et leur influence et d'établir des relations commerciales, il nous semble important de nous pencher sur les débuts de l'ère coloniale.

Il y a plus de 500 ans que Christophe Colomb a débarqué aux Amériques, persuadé d'être arrivé aux Indes par une nouvelle route. Les populations locales, appelées « Indiens », sont décrites comme chaleureuses et coopératives. Les Européens partent à la recherche d'or, d'argent et d'autres richesses naturelles. Ils conquièrent de plus en plus de territoires. Les « chaleureux Indiens » sont massacrés ou asservis, destinés, jusqu'à nos jours encore, à être des citoyens de seconde zone. Et ce processus historique est une **base importante du système économique actuel**.

Un des grands porte-parole de l'impérialisme britannique, Cecil Rhodes, a résumé succinctement les arguments en faveur du colonialisme dans les années 1890 : « *Nous devons trouver de nouvelles terres, disait-il, où nous pouvons facilement accéder aux matières premières. Nous devons doublement profiter des habitants de ces colonies qui peuvent être une main-d'œuvre bon marché et en même temps qui peuvent devenir une décharge pour les surplus produits dans nos usines.* »¹

Et c'est, mot pour mot, ce qui c'est passé. A l'aide d'une main d'œuvre autochtone bon marché, le Européens ramènent toutes les matières premières nécessaires vers l'Europe. Les bateaux font la route inverse, pleins de nouveaux colons prêts à s'établir dans des nouvelles contrées et pleins de produits manufacturés à y écouler. C'est un bon tremplin pour la révolution industrielle. Des nouvelles villes, des chemins de fer, des routes, des ports y sont construits. Le commerce international prend de l'ampleur. A la fin du 19^{ème} siècle, le Nord, riche, exporte plus de capital vers le Sud qu'aujourd'hui.

¹ Ellwood Wayne. De feiten over globalisering .Lemniscaat, Rotterdam 2003, p.14.

Le mot « mondialisation » n'a fait son apparition que dans les années 70. La mondialisation, comme nous la connaissons aujourd'hui, s'est surtout développée ces trente dernières années, et n'est pas caractérisée que par l'expansion du commerce international, mais aussi par un certain nombre d'innovations technologiques.

Sur le plan économique, il faut mettre en avant le développement des échanges de biens et de services entre des économies de plus en plus ouvertes et interdépendantes. Partout où l'on va, on peut voir les logos des mêmes entreprises. Coca-cola est visible en Alaska comme aux Philippines.

Depuis que les hommes vivent en société, ils ont développé d'innombrables manières de vivre, survivre et s'organiser. Mais aujourd'hui, pour la première fois dans l'Histoire, un système s'est développé qui veut se faire valoir sur tout le globe, un système qui impose **une foi absolue dans le Libre Marché**.

Avec la fin de la guerre froide entre les deux blocs – communiste (U.R.S.S. et ses alliés) et capitaliste (U.S.A et leurs alliés) – et avec la chute du mur de Berlin en 1989, il semble qu'il n'existe plus qu'un système politique et économique. L'Occident et son idéologie libre-échangiste l'ont emporté sur le bloc oriental et sa vision d'un Etat et d'une économie contrôlée. L'Europe est en train de réunir ses zones occidentale et orientale en une seule union, avec la foi de certain que cela profite à chacun, même au-delà des frontières de l'Europe.

Très rapidement, tous les marchés, toutes les économies ou presque se sont vus imposer sans scrupule de s'ouvrir à de nouveaux investissements et au commerce international. L'entreprise privée triomphe, le capitalisme devient le seul système crédible. L'ancien premier Ministre britannique, la « dame de fer », Margaret Thatcher, l'avait annoncé littéralement : « There is no alternative », ce dicton est aujourd'hui surnommé « TINA » : il n'y a aucune alternative, cette voie est la seule possible. Le démantèlement du pouvoir de l'Etat est prôné à travers le monde par les défenseurs du Libre Marché et souvent, les gouvernements eux-mêmes les aident dans ce démantèlement. Le soi-disant Libre Marché a conquis le monde en quelques décennies seulement.

Nous avons évolué d'une économie internationale vers une économie globalisée. L'argent voyage autour du monde. Nous sommes devenus complètement dépendants des autres dans un monde où le marché est sacré et où tous les pays sont sillonnés de part et d'autre.

L'augmentation des inégalités au niveau mondial

La mondialisation a, selon de nombreux rapports, des effets positifs sur l'économie. Elle a augmenté les revenus globaux de la planète de façon considérable. De même, le commerce international a fortement augmenté et cette croissance a stimulé la production, la productivité et la consommation. D'aucuns ont qualifié cela de progrès.

Mais on peut s'interroger sur la réelle valeur de ce progrès si l'on regarde à qui il profite ? Car toute cette richesse accumulée ne se traduit **pas automatiquement** par un plus grand bien-être pour tous...

A cet égard, les chiffres des Nations Unies sont sans appel. En 1960, les 20% les plus riches de la population mondiale détenaient 70% des revenus de la planète tandis que les 80% restant ne disposaient que de 30% des revenus mondiaux. Aujourd'hui, à peine un peu plus de quarante ans plus tard, les derniers chiffres disponibles nous donnent un rapport de 86% - 14% !

L'accroissement de la pauvreté et des inégalités n'est pas seulement une réalité limitée aux pays du Sud. Depuis le début des années 80 et surtout 90, la pauvreté s'est également accrue dans le monde industrialisé. Partout, les riches deviennent de plus en plus riches et les pauvres deviennent de plus en plus pauvres.

Les **causes** de l'augmentation des inégalités sont **multiples et complexes** mais nous pouvons cependant en épinglez quelques unes :

- la flexibilité accrue du travail.
- les changements technologiques permettant de réduire la main-d'œuvre.
- la diminution du rôle de l'Etat providence et ses mesures d'austérité budgétaire.
- la compétitivité accrue.
- la redistribution des profits en faveur du capital au détriment du travail.
- la volatilité des marchés financiers.
- l'absence de mécanisme mondial de redistribution des richesses.

Selon le PNUD (Programme des Nations Unies pour le Développement), le déchaînement des conflits, l'épidémie du sida et la dégradation de l'environnement sont également des causes de l'augmentation de ces inégalités.

Les inégalités dans le monde : quelques chiffres culpabilisants...

Sur les 6 milliards d'habitants de notre planète,

- ⚡ 831 millions souffrent de malnutrition.
- ⚡ 2.7 milliards n'ont pas accès à des installations sanitaires de base.
- ⚡ 1.2 milliard n'ont pas accès à l'eau salubre.
- ⚡ 1.1 milliard n'ont pas de logement adéquat.
- ⚡ Près de 3 milliards de personnes vivent avec moins de deux dollars par jour.
- ⚡ 1,1 milliard de personnes vivent avec moins d'un dollar par jour.

Comparaison n'est pas raison

- ⚡ Le patrimoine des trois hommes les plus riches du monde dépasse le PNB (Produit National Brut) de tous les pays moins avancés et leurs 600 millions d'habitants.
- ⚡ Les Américains et les Européens dépensent chaque année 17 milliards de dollars pour nourrir les animaux domestiques. C'est à 4 milliards près, le montant nécessaire pour assurer à chacun santé de base et nutrition adéquate.
- ⚡ Au niveau écologique, un Américain influence 30 à 50 fois plus l'environnement qu'un habitant de l'Inde.

Les dangers cachés de l'OMC

L'Organisation Mondiale du Commerce est, à ce jour, l'organisation internationale la plus puissante. Elle concentre en son sein les trois pouvoirs législatif, exécutif et judiciaire : elle précise les règles, les fait appliquer et inflige les peines en cas de non respect de ces règles. Chaque pays membre est obligé d'adapter sa législation en fonction des lois de l'OMC. Son fonctionnement est assez opaque et est largement influencé par les pays les plus puissants (Europe, Etats-Unis, Japon, Canada) qui imposent leur dictat aux autres pays.

A terme plus aucun pays ou région n'aura encore le droit de tenir compte de ses spécificités, de ses besoins et propriétés propres basés sur les particularités de sa société. Des choix particuliers en matière économique ou fiscale, une politique nationale en matière de santé, dans le secteur social, environnemental ou sur les questions éthiques seront considérées comme « un frein au Libre Marché ». Qu'il s'agisse d'un pays riche ou d'un pays en voie de développement. Tout le monde devra se soumettre aux règles de la concurrence qui ne profitent pourtant qu'aux intérêts privés des plus puissants de ce monde.

Si l'on n'y prend garde, tout ce qui existe, liquide ou solide, tous les organismes vivants, les plantes, les animaux, les êtres humains et ce qu'ils créent et produisent seront finalement à vendre. [...]

L'OMC et l'agriculture

L'agriculture est de loin le secteur le plus protégé du commerce international. Alors que plus de la moitié de la population des pays du Sud travaille dans ce secteur (contre moins de 10% dans les pays industrialisés), l'Organisation Mondiale du Commerce continue de tolérer de la part des pays riches des mesures qui relèvent directement du protectionnisme. Plutôt étonnant quand on sait que l'OMC exige l'ouverture de la totalité des marchés !

Pourtant, dans le domaine agricole, cet organisme accepte que les pays riches interviennent directement sur les marchés en offrant d'importantes **subventions** à leurs agriculteurs, subventions qui bénéficient principalement aux grosses exploitations. Encouragés par ces subventions, les agriculteurs produisent des surplus qui seront vendus sur les marchés mondiaux.

Et avec l'aide de subventions supplémentaires, on assiste à des pratiques de **dumping**, c'est-à-dire que les produits importés sont vendus à un prix inférieur à ceux pratiqués sur le marché national (parfois même à un prix inférieur au prix de revient). Par cette offre bon marché, ils font chuter les cours mondiaux.

Les petits agriculteurs des pays du Sud (auxquels les gouvernements n'ont pas les moyens d'accorder d'importantes subventions) doivent directement faire face à cette concurrence déloyale. Cela a des conséquences directes sur leurs revenus déjà très faibles. Ils sont dès lors confrontés à réduire encore davantage leur budget consacré à l'alimentation, à l'éducation et à la santé.

Les pays riches sont systématiquement revenus sur leurs promesses d'améliorer l'accès des pays pauvres aux marchés. Bien loin de réduire leurs propres politiques de subventions en faveur de leur agriculture, ils les ont augmentées.

De même, dans le secteur du textile, ils s'étaient engagés à supprimer progressivement l'Accord Multifibre (faisant également partie du ressort de l'OMC) qui limite les importations de textiles et de vêtements. Mais jusqu'ici, ils n'ont libéralisé l'accès à leur marché que pour moins d'un tiers des produits pour lesquels ils s'étaient engagés.

Pour information, les secteurs du textile et de la confection sont, en terme de valeurs, la principale source d'exportation de produits manufacturés des pays en développement. Au total, les barrières à l'exploitation (tarifs douaniers, taxes...) auxquelles sont confrontés les pays du Sud leur coûtent chaque année 100 milliards de dollar, soit le double de ce qu'ils reçoivent à titre d'aide au développement.

[...]

L'AGCS : une machine à privatiser

L'Accord Général sur le Commerce des Services est un instrument juridique international avec lequel les pays industrialisés espèrent, au sein de l'OMC, faire passer la doctrine du Libre Marché dans le secteur tertiaire qui comprend tous les services (publics ou non).

On a assisté progressivement à la privatisation de domaines qui relevaient généralement du secteur public comme la distribution d'énergie et d'eau, la poste et les télécommunications, les médias, les transports (routier, ferroviaire, maritime, aérien), les soins médicaux, l'éducation. A l'heure actuelle, de nombreux pays du Sud ont déjà été contraints d'autoriser des sociétés étrangères à organiser l'enseignement, les soins de santé et la distribution d'eau et d'électricité pour pouvoir obtenir des prêts auprès du FMI (Fonds Monétaire International) et de la Banque Mondiale. Si bien que certains pays du Sud ont privatisé davantage que bon nombre de pays industrialisés !

Par le biais de l'AGCS, les pays industrialisés cherchent à **libéraliser au maximum le commerce des services**. L'accord va même plus loin : il engage tous les gouvernements membres de l'OMC dans un processus permanent et infini de libéralisation. [...]

ADPIC : L'accord sur les droits de propriété intellectuelle

L'Accord sur les aspects des Droits de la Propriété Intellectuelle liés au Commerce (ADPIC) est un autre exemple flagrant de la domination des pays riches sur les pays du Sud. Cet accord négocié au sein de l'OMC est le résultat d'un immense lobbying de la part des multinationales afin de créer des règles commerciales qui permettent légalement d'augmenter le prix des technologies et des produits qu'elles contrôlent. En d'autres mots : le brevetage. Tout comme les chanteurs ont des droits sur les chansons qu'ils ont écrites, on pourra réclamer des droits sur n'importe quel produit ou processus de production. Mais ce droit risque d'être poussé le plus loin possible par les entreprises privées dans le seul but de maximiser le profit. Dès lors les prix de tout transfert de technologie va augmenter, élargissant encore davantage le fossé entre les pays riches et les pays pauvres.

L'industrie pharmaceutique serait le principal bénéficiaire de cet accord. Les grands perdants : les populations les plus pauvres des pays en développement qui verront leurs dépenses de santé augmenter. D'ici à 2005*, tous les pays en développement devront assurer une protection des **brevets** pour l'industrie pharmaceutique, les pays les moins avancés ayant jusqu'en 2016 pour se mettre en conformité. Actuellement, une grande partie des médicaments de nombreux pays sont des médicaments génériques, issus de producteurs locaux ou importés (par exemple d'Inde). Ces copies de médicaments brevetés ou de marques sont vendues à un prix bien inférieur car la forte concurrence incite à une diminution du prix. En limitant leur entrée sur le marché jusqu'à expiration du brevet (généralement de 20 ans), l'ADPIC va restreindre la concurrence et encourager une hausse de prix. Et ainsi, compromettre la capacité des ménages à soigner les maladies ainsi que celle des gouvernements à fournir les médicaments essentiels. Alors que chaque jour, 19 000 personnes meurent du sida, de la tuberculose, du paludisme ou encore de la maladie du sommeil, faute d'avoir accès aux médicaments nécessaires...

* texte datant d'avant 2005

L'AMI : Le spectre de l'Accord Multilatéral sur l'Investissement

Il y a quelques années, l'OCDE (Organisation de Coopération et de Développement Economiques) a entrepris de négocier un traité qui portait sur la réglementation des investissements dans le monde. Cet Accord Multilatéral sur l'Investissement – mieux connu sous le nom de l'AMI – voulait avant tout donner **plus de liberté d'action aux entreprises** qui semblaient toujours supporter trop d'entraves à leur expansion. Avec un accord, l'Etat hôte ne pourrait plus imposer à l'investisseur d' « utiliser une part de la main-d'œuvre locale », ni d' « atteindre un niveau ou pourcentage de certains biens intermédiaires produits sur place », ni de « transférer une technologie », ni de « réinvestir sur place une part de ses bénéfices » ou d' « atteindre un niveau donné d'emploi ou de recherche-développement ».

L'AMI se basait largement sur le modèle de l'Accord de Libre-Échange Nord-Américain (ALENA). Plusieurs affaires démontrent les dangers d'un tel accord. Un des grands dangers de l'AMI est qu'il allait jusqu'à **permettre à un investisseur** - bien souvent une multinationale – **d'attaquer en justice un Etat** dès qu'il jugeait que ce dernier empêchait, par une politique ou une mesure de protection par exemple, la réalisation d'un investissement. Tout cela promettait de beaux dégâts tant sociaux et économiques qu'environnementaux dans les pays du Sud mais également dans les pays industrialisés.

Toutefois, suite à une vague de protestation de la part de l'opinion publique, des ONG et de nombreuses organisations syndicales ainsi qu'au retrait de la France des négociations (même si ce retrait est dû à de toutes autres raisons, plus politiques), l'AMI a été enterré. Mais méfions-nous des apparences. Cet accord risque bien de ressurgir d'ici peu. L'Union européenne avait déjà donné mandat à Pascal Lamy (l'ancien commissaire en charge du commerce extérieur) pour que les dispositions de l'AMI fassent l'objet d'un accord à l'OMC et son successeur, Peter Mandelson, est considéré comme étant un plus grand partisan des dérégulations que son prédécesseur.

La marchandisation de l'enseignement

Depuis une dizaine d'années, les systèmes éducatifs des pays industrialisés sont en pleine mutation. On passe d'une démocratisation de l'enseignement, où l'objectif était d'offrir une école pour tous, à une marchandisation de l'enseignement.

Désormais, on privilégie les **compétences au détriment des connaissances** afin que l'élève fraîchement sorti de l'école réponde le mieux possible aux attentes des entreprises. Comme le laissent entendre certaines recommandations de l'OCDE, de la Banque Mondiale, d'organisations patronales ou certains documents de la Commission européenne, il serait bon – selon eux – que les entreprises aient davantage d'influence sur les programmes enseignés et que l'enseignement corresponde davantage à son environnement économique.

¹ « *La clef de la compétitivité en Europe réside dans la capacité de sa force de travail à relever sans cesse ses niveaux de compétence et de connaissance. Dès lors, la responsabilité de la formation doit en définitive être assumée par l'industrie. (...) Le monde de l'enseignement ne semble pas bien percevoir le profil des collaborateurs nécessaires à l'industrie. (...) L'éducation doit être considérée comme un service rendu au monde économique* ».

Cette marchandisation de l'enseignement se révèle également à travers les nouvelles formes d'enseignement comme l'enseignement à distance. Ces dernières sont une piste privilégiée par les entreprises. Ce serait pour eux une **extraordinaire source de profits** supplémentaires car ce sont eux qui créeront les outils d'apprentissage à distance et pas la sphère publique. Mais ce nouveau type d'éducation ne serait toutefois pas accessible à tous car il demande de posséder un ordinateur et d'acheter le logiciel. Sans parler du côté humain qui serait totalement oublié. Aujourd'hui, on voit déjà fleurir de nombreux cyber-campus qui concurrencent directement les universités traditionnelles. L'enseignement secondaire et primaire est également concerné. Aux Etats-Unis, 1,5 millions d'enfants ne connaissent déjà plus ce que veut dire « aller » à l'école : ils sont inscrits dans le système de « home-schooling », leur ordinateur remplaçant professeurs et cahiers.

Rappelons également que l'AGCS, l'Accord Général du Commerce des Services, négocié au sein de l'Organisation Mondiale du Commerce, nous fait craindre une privatisation croissante des offres d'enseignement. Ce qui renforcera la mise en place progressive d'un enseignement à deux vitesses car l'Etat n'aura plus les moyens de mettre en place un enseignement de qualité.

L'école devient ainsi un nouveau secteur marchand générateur de profits. A travers la privatisation progressive des activités pédagogiques mais aussi à travers le potentiel d'achat que représente la population scolaire. En effet, il est bien connu que les enfants et les adolescents ont une influence énorme sur les choix d'achat de leurs parents. Les multinationales y voient donc une véritable aubaine et n'hésitent pas à développer le « **marketing scolaire** ».

Extraits du Dossier Mondiapolis – Oxfam Solidarité

Quelques exemples : [...] En Flandre, une entreprise gantoise Campus Media propose aux écoles des panneaux d'affichage publicitaire qui leur amènent une rémunération. [...] C'est ainsi que des marques comme Eastpak, Sony et d'autres s'insinuent au cœur de leur public-cible. Sans parler de la publicité cachée (via les infirmeries scolaires (serviettes et tampons périodiques que certaines marques accompagnent d'une cassette et de brochures éducatives), l'éducation à l'hygiène dentaire réalisée par une marque de dentifrice... Cette intrusion de la publicité dans les écoles pourrait paraître bien futile à une époque où les enfants ne cessent d'avaler pub après pub par le biais de la télévision. Cependant, jusqu'ici, l'école restait un terrain neutre. Aujourd'hui, on est en train de perdre un des derniers espaces de liberté.

D'après le Dossier Mondiapolis – Oxfam Solidarité

¹ Extrait du rapport de la Commission Européenne, « *Livre blanc sur l'éducation et la formation. Enseigner et apprendre, vers une société cognitive* » COM (95) def., Bruxelles, 29 novembre 1995.

Le petit Alter, Dictionnaire altermondialiste,
Eds Mille et une nuits, 2006

Encyclopédie Wikipédia
<http://fr.wikipedia.org>

Citation extraite du site officiel du G8 d'Evian en 2003

Gênes 2001 : Une Étape de la répression contre les luttes sociales internationales
par Thierry Brugvin, membre du Conseil scientifique de attac-France Lundi 12 mars 2007

Eric Toussaint – Septembre 2001 – perspectives après le sommet de Gênes
Sources : CADTM (Comité pour l'Annulation de la Dette du Tiers-Monde)
<http://www.cadtm.org>

APA Agence de Presse Associative
<http://apa.online.free.fr>

ÉRIC JOZSEF LIBERATION QUOTIDIEN : lundi 24 mars 2008
<http://www.liberation.fr/actualite/monde/317301.FR.php>
© Libération

De Gennaro à Doria, tous les avancements accordé aux protagonistes des tabassages.
In *Liberazione* du 21/03/08

Ellwood Wayne. *De feiten over globalisering*. Lemniscaat, Rotterdam 2003, p.14.

Dossier Mondiapolis – Oxfam Solidarité

Rapport de la Commission Européenne,
« *Livre blanc sur l'éducation et la formation. Enseigner et apprendre vers une société cognitive* »
COM (95) def. Bruxelles, 29 novembre 1995

Documentation : Daniel Hicter, François Bertrand et Bernadette Riga – Théâtre de la Place. Cécile Michaux - Théâtre National.
Réalisation : Bernadette Riga, Guillaume Houba – Service pédagogique.
Couverture et mise en page : Nathalie Peeters – Service communication.
Nos plus vifs remerciements à Oxfam-Solidarité qui nous a aimablement autorisé à utiliser le dossier Mondiapolis.
